



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX



Travaux de réhabilitation de Réseaux d'Assainissement par chemisage 25-02

Angers Loire Métropole
BP 80011
49020 ANGERS CEDEX 02

SOMMAIRE

1	Dispositions générales du contrat.....	4
1.1	Objet du contrat	4
1.2	Décomposition du contrat	4
1.2.1	Allotissement	4
1.3	Réalisation de prestations similaires.....	4
1.4	Développement durable.....	4
2	Pièces contractuelles	4
3	Intervenants	4
3.1	Conduite d'opération.....	4
3.2	Maîtrise d'œuvre	4
3.3	Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier	5
3.4	Contrôle technique.....	5
3.5	Sécurité et protection de la santé des travailleurs	5
4	Confidentialité	5
5	Durée et délais d'exécution	5
5.1	Durée du marché	5
5.2	Délai d'exécution des prestations.....	5
5.3	Prolongation du délai d'exécution des travaux	5
6	Prix.....	5
6.1	Caractéristiques des prix pratiqués	5
6.2	Modalités de variation des prix.....	6
7	Garanties Financières	6
8	Avance.....	6
8.1	Conditions de versement et de remboursement.....	6
8.2	Garanties financières de l'avance	7
9	Approvisionnement	7
10	Modalités de règlement des comptes	7
10.1	Décomptes et acomptes.....	7
10.1.1	Décomptes et acomptes mensuels	7
10.1.2	Décompte général	7
10.2	Présentation des demandes de paiement	7
10.3	Modalités de transmission des demandes de paiement	8
10.4	Délai global de paiement.....	8
10.5	Paieement des cotraitants	9
10.6	Paieement des sous-traitants	9
11	Conditions d'exécution des prestations	9
11.1	Caractéristiques des matériaux et produits.....	9
11.2	Implantation des ouvrages	9
11.3	Préparation et coordination des travaux	9
11.3.1	Période de préparation - Programme d'exécution des travaux	9
11.3.2	Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier	10
11.4	Etudes d'exécution	10
11.5	Installation et organisation du chantier	11
11.5.1	Installations de chantier	11
11.5.2	Signalisation des chantiers	11
11.5.3	Carte d'identité professionnelle.....	11
11.5.4	Application de réglementations spécifiques	11
11.6	Ordre de service.....	11
11.7	Dispositions particulières à l'achèvement du chantier	11
11.7.1	Gestion des déchets de chantier.....	11
11.7.2	Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux.....	11
11.7.3	Documents à fournir après exécution.....	11

12	Réception des travaux.....	12
12.1.1	Dispositions applicables à la réception	12
12.1.2	Réception partielle	12
12.1.3	Epreuves concluantes.....	12
12.1.4	Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages	12
13	Garantie des prestations	12
14	Pénalités	12
14.1	Pénalités	12
15	Assurances et dispositif de vigilance	13
16	Résiliation du contrat.....	14
16.1	Conditions de résiliation	14
16.2	Redressement ou liquidation judiciaire	14
17	Clause de propriété intellectuelle.....	14
17.1	Régime des résultats.....	14
17.2	Régime des connaissances antérieures	15
18	Circonstances imprévisibles – clause de réexamen	15
19	Règlement des litiges et langues.....	17
20	Dérogations au CCAG.....	17

1 Dispositions générales du contrat

1.1 Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent les travaux de travaux de réhabilitation de Réseaux d'Assainissement eaux usées et eaux pluviales par chemisage

Lieu d'exécution : Territoire d'Angers Loire Métropole

1.2 Décomposition du contrat

1.2.1 Allotissement

Les prestations ne sont pas alloties en raison de leur caractère homogènes et du risque de rendre financièrement plus couteuse l'exécution des prestations en raison des durées d'interventions courtes.

1.3 Réalisation de prestations similaires

L'acheteur pourra confier au titulaire du marché, sans publicité ni mise en concurrence en application de l'article R 2122-7 du code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

1.4 Développement durable

Ce marché s'inscrit dans l'axe 4 du schéma de promotion des achats socialement et écologiquement responsable (favoriser le retraitement, le réemploi et la réutilisation des matériaux existants sur site - travaux sans tranchée).

2 Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes éventuelles,
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes,
- Le bordereau des prix unitaires (BPU),
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 dans sa version en vigueur à la date de lancement de la procédure de consultation,
- L'offre technique du titulaire (y compris les échanges de négociation, le cas échéant),
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs.

3 Intervenants

3.1 Conduite d'opération

La conduite d'opération sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même (Service Etudes et Travaux de la Direction Eau et Assainissement).

3.2 Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par le maître de l'ouvrage lui-même (Service Etudes et Travaux de la Direction Eau et Assainissement).

3.3 Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

La coordination est assurée par le maître de l'ouvrage lui-même (Service Etudes et Travaux de la Direction Eau et Assainissement).

3.4 Contrôle technique

Sans objet

3.5 Sécurité et protection de la santé des travailleurs

Sans objet sauf pour les chantiers en cours d'aménagement où la coordination SPS sera assuré par le coordonnateur de l'opération (non désigné à ce jour).

4 Confidentialité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-Travaux.

Le titulaire n'aura pas à traiter de données à caractère personnel dans le cadre de l'exécution du marché.

5 Durée et délais d'exécution

5.1 Durée du marché

La durée du contrat démarre à compter de sa notification et s'achève à la réception définitive (levée des réserves).

Par dérogation à l'article 3.1.2 du CCAG-travaux, lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, la date de notification du marché est la date de la première consultation certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique. A défaut de consultation dans un délai de 15 jours, la date de notification est la date du 15ème jour suivant la mise à disposition sur la plateforme.

Cette disposition s'applique également pour toutes les notifications de décisions, observations et informations en cours d'exécution. La notification peut également intervenir en main propre.

5.2 Délai d'exécution des prestations

Le délai global d'exécution du marché de 14 semaines, démarrera selon les délais fixés dans la lettre de notification, ou à défaut à la date d'accusé réception de celle-ci.

5.3 Prolongation du délai d'exécution des travaux

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le maître d'ouvrage dans les conditions fixées à l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

6 Prix

6.1 Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées selon les stipulations de l'acte d'engagement par des prix unitaires.

Les prix tiennent compte en outre :

- Des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement
- Des dépenses communes de chantier mentionnées dans les pièces du marché
- Ainsi que de toutes sujétions de coordination avec les services concessionnaires.

- Ainsi que les coûts relatifs à la concession des droits de propriété intellectuelle.

6.2 Modalités de variation des prix

Par dérogation à l'article 9.4.2 du CCAG-Travaux, les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois d'août 2025 ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont fermes actualisables, par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$Cn = (\text{index I (d-3 mois)} / \text{index I (o)})$$

Selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient d'actualisation.
- d : mois de début d'exécution des prestations du marché
- Index (d-3 mois de décalage) : valeur de l'index de référence au premier jour du mois d diminué de 3 mois (sous réserve que le mois d du début du délai global d'exécution soit postérieur au mois zéro augmenté de 3 mois).
- Index (o) : valeur de l'index de référence du mois zéro (valeur au 1^{er} jour).

L'index de référence I, publié(s) au moniteur des travaux publics ou INSEE, est **TP10c - Réhabilitation de canalisations non visitables**.

En cas de suppression ou de modification de la structure des indices en cours d'exécution du marché, les parties se rapprocheront afin d'étudier l'impact sur le contrat et modifier le présent article par avenant si nécessaire. Les parties veilleront à maintenir, autant que possible, l'équilibre économique initial du contrat. L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations. Si aucun accord n'est intervenu dans le délai d'un mois à compter de la réception de la demande de réexamen, il est convenu que la position de l'acheteur est retenue par défaut (notification au titulaire par ordre de service), cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

7 Garanties Financières

Il ne sera pas fait application de retenue de garantie par dérogation à l'article 42.5 du CCAG Travaux.

8 Avance

8.1 Conditions de versement et de remboursement

Par application de l'option B prévue à l'article B.10.1 du CCAG-Travaux, une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, pour tout marché dont le détail quantitatif estimatif à un montant est supérieur à 50 000 € HT et dont le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le montant de l'avance est fixé de la façon suivante :

- Si son délai d'exécution est inférieur ou égal à douze mois : 10 % du montant initial, toutes taxes comprises, du détail quantitatif estimatif ;
- Si ce délai est supérieur à douze mois, l'avance est égale à 10 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par ce délai exprimé en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65.0 % du montant TTC initial du détail quantitatif estimatif. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80.0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées à l'article R 2193-18 et suivants du code de la commande publique.

8.2 Garanties financières de l'avance

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100.0 % du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

9 Approvisionnement

Sans objet

10 Modalités de règlement des comptes

10.1 Décomptes et acomptes

10.1.1 – Décomptes et acomptes mensuels

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG-Travaux.

Les acomptes seront versés mensuellement.

Le titulaire devra présenter au maître d'œuvre une situation mensuelle

10.1.2 – Décompte général

Par dérogation à l'article 12.3.4 du CCAG-Travaux, en cas de retard dans la transmission du projet de décompte final, le maître d'œuvre (et non le maître d'ouvrage) met en demeure le titulaire de transmettre son projet dans un délai de quinze jours à compter de la réception de cette mise en demeure. Le maître d'ouvrage est destinataire en copie de la mise en demeure. Si cette dernière reste sans effet, le maître d'œuvre établit d'office le décompte final aux frais du titulaire. Ce décompte final est alors notifié au titulaire avec le décompte général tel que défini à l'article 12.4.

Par dérogation au 4ème alinéa de l'article 12.4.2 du CCAG-Travaux, si lors de l'établissement du décompte général, les valeurs finales des index de référence ne sont pas connues, le maître de l'ouvrage notifiera au titulaire le décompte général trente jours après la publication de l'index de référence permettant la révision du solde.

Par ailleurs, par dérogation à l'article 12.4.4 alinéa 2 du CCAG-travaux, l'absence de notification du décompte général au titulaire dans le délai de 10 jours de la part du maître d'ouvrage, ne vaut pas décompte général et définitif.

10.2 Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement seront présentées au maître d'œuvre selon les conditions prévues à l'article 12.1 du CCAG-Travaux portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du créancier ;
- Le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- Le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- Le numéro du compte bancaire ou postal ;
- Le numéro du marché ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries
- La désignation de l'organisme débiteur ;
- La date d'exécution des prestations ;
- Les montants et taux de TVA légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;

- Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché ;
- Le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées (incluant, le cas échéant le montant de la TVA des travaux exécutés par le ou les sous-traitants) ;
- Le montant des actualisations des prix
- La date de facturation.
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT ;
- Le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.
- La mention de l'assurance professionnelle et sa couverture géographique, pour les artisans immatriculés au répertoire des métiers et les entrepreneurs relevant de l'article 133-6-8 du Code de la sécurité sociale ;

Les demandes de paiement devront être libellées au nom de :

Angers Loire Métropole
Direction eau et assainissement
Service Etudes et Travaux
BP 80011
49020 ANGERS CEDEX 02

10.3 Modalités de transmission des demandes de paiement

Les demandes de paiement devront parvenir de manière dématérialisée dans les conditions fixées au présent article :

Pour adresser vos factures dématérialisées via Chorus à l'ensemble de nos structures vous devez renseigner les informations suivantes :

- Le numéro de SIRET, qui identifiera le budget (la structure) en tant que destinataire de la facture.
 - Budget annexe Assainissement 24490001500029
- En priorité, le numéro d'engagement qui sera transmis sur demande
- Sinon le code service (et éventuellement le numéro de marché) qui permettra de faire le lien avec le service émetteur : ou 384 Etudes et Travaux (assainissement)

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur ou le maître d'œuvre de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Le maître d'œuvre récupérera les demandes de paiement des entreprises dans Chorus Pro. Il enverra via ce portail au maître d'ouvrage l'état d'acompte mensuel qu'il aura élaboré. Cette transmission via Chorus pro avertira en même temps le titulaire du marché que l'état d'acompte a été transmis au maître d'ouvrage.

Le site d'information Communauté Chorus Pro (espaces « documentation » et « accompagnement ») propose des tutoriels pour les maîtres d'œuvre et les entreprises.

10.4 Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

10.5 Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint ou solidaire, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

Toutefois, en cas de groupement solidaire, ou en cas de groupement conjoint (par dérogation à l'article 10.7.2 du CCAG-Travaux), le titulaire peut solliciter, dans l'acte d'engagement, le paiement sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire ou au nom du groupement.

NOTA SOUS CHORUS pro : en cas de paiement sur plusieurs comptes, le mandataire dépose sa facture avec un tableau récapitulatif des dépenses supportées par les cotraitants mais chaque cotraitant devra aussi déposer sa propre facture (cadre A13) qui sera validée par le mandataire.

L'article 12.5 du CCAG-Travaux fixe les autres dispositions relatives au règlement en cas de groupement d'opérateurs économiques.

10.6 Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du maître d'ouvrage au titulaire du marché, via le site chorus-pro. Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au maître d'ouvrage.

Cette demande est libellée hors taxe et porte la mention "Autoliquidation" pour les travaux de construction effectués en relation avec un bien immobilier.

NOTA SOUS CHORUS pro : lorsque le titulaire dépose sa facture il peut y joindre un tableau récapitulatif des dépenses supportées par les sous-traitants mais chaque sous-traitant devra aussi déposer sa propre demande de paiement (cadre A10) qui sera validée par le titulaire.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter :
 - de la réception par le maître d'ouvrage de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé,
 - ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus,

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

11 Conditions d'exécution des prestations

11.1 Caractéristiques des matériaux et produits

Le CCTP fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge aux dispositions des dites pièces. Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par le CCTP.

11.2 Implantation des ouvrages

Sans objet.

11.3 Préparation et coordination des travaux

11.3.1 Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

La période de préparation est incluse dans le délai global d'exécution du marché.
Comme prévu au CCTP, un état des lieux sera fait avant tout démarrage des travaux.

Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent contrat sous le nom de " coordonnateur SPS ".

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), il doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. Il a libre accès au chantier.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- Le Plan Particulier de Sécurité et de Protection Sécurité après inspection commune ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- Dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- La copie des déclarations d'accident du travail.

Il s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé au présent CCAP. Il informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions (avec leur objet) qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ainsi que de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement. Il donne aussi suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage. A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal. Il s'engage aussi vis à vis de ses sous-traitants à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions législatives et réglementaires.

Quant aux locaux pour le personnel, le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs. L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

En cas de non-respect des délais de remise des documents fixés au présent article, le titulaire s'expose à l'application d'une pénalité telle que définie à l'article 12 du présent CCAP.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

11.4 Etudes d'exécution

Conformément aux dispositions de l'article 29.1 du CCAG-Travaux, les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le titulaire et soumis, avec les notes de calcul et les études de détail, au visa du maître d'œuvre. Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours calendaires après leur réception.

11.5 Installation et organisation du chantier

11.5.1 Installations de chantier

Conformément à l'article 31.1 CCAG-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

11.5.2 Signalisation des chantiers

Conformément à l'article 31.6 du CCAG-Travaux, la signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique doit respecter les instructions réglementaires en la matière et les indications du CCTP.

11.5.3 Carte d'identité professionnelle

Conformément à l'article 31.5 du CCAG-Travaux, le titulaire, ou chacun des membres du groupement le cas échéant, est tenu de faire porter par le personnel accomplissant, dirigeant ou organisant les travaux sous sa direction ou dans le cadre d'un contrat de sous-traitance, dans l'enceinte du chantier et en permanence, sa carte d'identité professionnelle sécurisée.

11.5.4 Application de réglementations spécifiques

Les réglementations spécifiques sont précisées au CCTP le cas échéant.

11.6 Ordre de service

Par dérogation aux articles 3.8.1 et 3.8.3 du CCAG-Travaux, les ordres de service émis par le maître d'œuvre entraînant une modification du marché en termes de délai d'exécution, de durée ou de montant ne seront pas accompagnés de la justification de la validation du maître d'ouvrage. En conséquence, le titulaire ne pourra pas en refuser l'exécution en l'absence de ce justificatif joint à l'ordre de service.

11.7 Dispositions particulières à l'achèvement du chantier

11.7.1 Gestion des déchets de chantier

Conformément à l'article 36 du CCAG-Travaux, la valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat, est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

Durant la phase de préparation ou dans les 2 mois à compter de la notification, le titulaire devra fournir le schéma d'organisation et de gestion des déchets prévu à l'article 36.2.1 du CCAG-Travaux.

11.7.2 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

11.7.3 Documents à fournir après exécution

Le titulaire doit remettre au maître d'œuvre les documents listés à l'article 40 du CCAG-Travaux et complété par les articles du chapitre 2 du CCTP.

Le nombre d'exemplaires de documents est précisé au CCTP. Il sera au minimum d'un exemplaire papier, d'un exemplaire en PDF/A et d'un exemplaire au format DWG pour les plans le cas échéant. Les formats informatiques autorisés en supplément sont les suivants : pdf, xls(x), doc(x) .

Par dérogation à l'article 40.1 du CCAG-Travaux, le DOE sera à remettre au plus tard 1 mois après la date d'achèvement figurant sur le procès-verbal des opérations préalables à la réception. Le titulaire devra cependant transmettre un projet de DOE avec les plans lorsqu'il demande la réception des travaux.

12 Réception des travaux

12.1.1 Dispositions applicables à la réception

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux et se déroule dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Le titulaire avise le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre de la date à laquelle les travaux sont ou seront considérés comme achevés ; le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception.

Par dérogation à l'article 41.1.3 du CCAG-Travaux, il n'y aura pas de réception tacite à l'expiration du délai de 30 jours.

12.1.2 Réception partielle

Le maître d'ouvrage pourra procéder à des réceptions partielles d'ouvrages ou parties d'ouvrages réalisées conformément aux dispositions de l'article 42 du CCAG-Travaux. Le maître de l'ouvrage se réserve, avant l'achèvement de l'ensemble des travaux, le droit de prendre possession des ouvrages ou partie d'ouvrages définis par ordre de service ou PV de réception.

12.1.3 Epreuves concluantes

La réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves définies aux cahiers des clauses techniques particulières.

12.1.4 Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit de disposer des ouvrages ou parties d'ouvrages non encore achevés.

13 Garantie des prestations

Le délai de garantie est, sauf prolongation décidée conformément à l'article 44.2 du CCAG-Travaux, d'un an à compter de la date d'effet de la réception.

Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

Le délai de garantie des ouvrages ou parties d'ouvrages qui font l'objet d'une réception partielle court à compter de la date d'effet de cette réception partielle.

Par dérogation à l'article 44.2 du CCAG-Travaux, si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé à l'exécution des travaux et prestations nécessaires à la levée des réserves émises tant à la réception que pendant le délai de garantie ainsi qu'à l'exécution de ceux qui sont exigés, le cas échéant, en application de l'article 39 du CCAG-Travaux, le délai de garantie est prolongé, sans formalité préalable, jusqu'à l'exécution complète des travaux et prestations. A défaut d'exécution, il sera opéré une mise en demeure pour réalisation par un tiers à ses frais et risques conformément aux stipulations de l'article 41.6 du CCAG-Travaux.

Une garantie décennale s'applique selon les conditions du code civil.

14 Pénalités

14.1 Pénalités

Le présent article déroge aux articles 19.2 et 19.3 du CCAG-Travaux.

Les jours de retard sont décomptés en jours calendaires (les samedis, dimanches et jours fériés ou chômés sont inclus).

Il ne sera recouru à aucun montant minimum exonérant l'application des pénalités, y compris pour les pénalités de retard. Elles sont dues dès le 1er euro.

Les pénalités seront appliquées sur simple constat, sans procédure contradictoire préalable, ni mise en demeure, sauf mention contraire dans le tableau ci-dessous.

Le montant des pénalités n'est pas plafonné, y compris pour les pénalités de retard. Les pénalités ne sont pas révisables ni actualisables. Leur application pourra faire l'objet de l'émission d'un titre de recette. Les pénalités sont cumulables.

Les montants des pénalités de retard sont les suivants :

Pénalités de retard	Occurrence	Valeurs	Précisions
Retard dans l'exécution des travaux (hors levée des réserves et repliement des installations de chantier)	Journalière	50 €	Par jour de retard,

Autres pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Non-respect des dispositifs de sécurité, d'hygiène ou de la signalisation	Forfaitaire	500 €	Par constat
Non transmission du DOE dans les délais prévus à l'article 40 du CCAG Travaux	Forfaitaire	2000 €	Par constat
Non déclaration de sous traitance	Forfaitaire	2000 €	Par constat

15 Assurances et dispositif de vigilance

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Ces attestations valides sont à transmettre :

- Dans les mêmes délais que ceux relatifs aux documents que doit remettre l'attributaire, par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG-Travaux ;
- À chaque début de période de validité de la police d'assurance
- Sur demande du maître d'ouvrage dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande.

Il doit contracter :

- Une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- Une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du code civil ;
- Une assurance au titre de la garantie des dommages aux existants ;
- Une assurance au titre de la garantie biennale de bon fonctionnement couvrant les responsabilités résultant des principes de l'article 1792-3 du code civil.

Le maître d'ouvrage est titulaire d'un contrat de responsabilité civile. Il ne contractera pas d'assurances spécifiques type « Tous risques chantiers », « Dommages-ouvrages », « Contrat collectif de responsabilité décennale »

Aussi, le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin d'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D8222-5 ou D8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations qui y sont mentionnées, **devront être déposées sur la plateforme <https://www.e-attestations.com>**. Cette plateforme est gratuite.

16 Résiliation du contrat

16.1 Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 49 et suivants du CCAG-Travaux.

En cas de résiliation du marché par le maître d'ouvrage pour motif d'intérêt général, aucune indemnisation ne sera versée au titulaire par dérogation à l'article 50.4 du CCAG-Travaux.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Par dérogation à l'article 51.2.3 du CCAG-Travaux, le décompte de résiliation est notifié au titulaire par le maître d'ouvrage, au plus tard quatre mois suivant la date de signature du procès-verbal prévu à l'article 51.1.1 du CCAG-Travaux. Cependant, lorsque le marché est résilié aux frais et risques du titulaire, le décompte de résiliation ne sera notifié au titulaire qu'après règlement définitif du nouveau marché passé pour l'achèvement des travaux. Dans ce cas, il peut être procédé à une liquidation provisoire du marché, dans le respect de la réglementation en vigueur.

L'acheteur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire conformément à l'article 52 du CCAG-Travaux. Cette possibilité s'applique avec ou sans résiliation du marché.

16.2 Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à l'acheteur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

L'acheteur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

17 Clause de propriété intellectuelle

Le régime des résultats, des connaissances antérieures et des connaissances antérieures standards est fixé au chapitre 6 du CCAG-Travaux.

17.1 Régime des résultats

Les résultats désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui sont réalisés dans le cadre des prestations du marché. Les résultats comprennent les éléments réalisés par le titulaire dès

l'appel à la concurrence ou toute consultation écrite du maître d'ouvrage en vue de la remise d'une offre et qui sont liés directement à l'objet du présent marché.

Le titulaire accorde au maître d'ouvrage, les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché.

Le maître d'ouvrage autorise le titulaire à exploiter, y compris à titre commercial, les résultats créés dans le cadre du marché et non soumis à cession exclusive au profit du maître d'ouvrage, pour les mêmes droits que ceux prévus à l'article 48.2.1 du CCAG-Travaux, sous réserve de la confidentialité d'informations intégrées dans les résultats en vertu de l'article 5 du CCAG-Travaux. Pour les connaissances antérieures mises à disposition du titulaire par le maître d'ouvrage pour l'exécution du marché, le titulaire sollicite l'accord du maître d'ouvrage. Le titulaire verse au maître d'ouvrage, dans l'hypothèse de l'exploitation commerciale de tout ou partie des résultats, seuls ou incorporés dans des produits ou services, ou en cas de concession totale ou partielle de droits d'exploitation portant sur les résultats, une redevance. Les parties se rapprocheront en cours d'exécution du marché pour déterminer le montant de la redevance. Le titulaire s'engage à ce que l'exploitation des résultats ne porte pas atteinte aux droits ou à l'image du maître d'ouvrage.

17.2 Régime des connaissances antérieures

Les connaissances antérieures désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui sont incorporés aux résultats et/ou sont fournies pour répondre aux besoins du maître d'ouvrage dans le cadre d'une prestation intellectuelle et qui appartiennent au maître d'ouvrage, au titulaire ou à des tiers, ou qui leurs sont concédés en licence, mais qui ont été réalisés dans un cadre extérieur et indépendamment du marché.

Les connaissances antérieures standards désignent les connaissances antérieures conçues pour être fournies à plusieurs clients en vue de l'exécution d'une même fonction.

La conclusion du marché n'emporte pas transfert des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature afférents aux connaissances antérieures et aux connaissances antérieures standards.

Conformément aux articles 45 et suivants du CCAG-Travaux, dès lors que le titulaire envisage d'utiliser des connaissances antérieures ou des connaissances antérieures standards, il s'engage à ce qu'elles soient identifiées dans son offre ou en toute hypothèse au fur et à mesure de l'exécution du marché, avant toute intégration et/ou utilisation d'une connaissance antérieure ou d'une connaissance antérieure standard non prévue dans l'offre. A défaut d'identification expresse en tant que connaissance antérieure (standard ou non) dans l'offre ou en cours d'exécution, tout élément livré en exécution du marché est réputé être un résultat.

Les connaissances antérieures mises à disposition par la maîtrise d'ouvrage au maître d'œuvre et listées ci-après ne relèveront pas des résultats et des droits associés. Cette liste peut être complétée au cours du contrat par ordre de service. A ce stade, les connaissances antérieures sont les suivantes :

☒ CCTP

☒ Plans

18 Circonstances imprévisibles – clause de réexamen

En application de l'article R2194-1 du code de la commande publique et en complément de l'article 54 du CCAG-Travaux, la présente clause de réexamen pourra être mise en œuvre, quel que soit son montant.

Champ d'application

La présente clause de réexamen trouve à s'appliquer en cas de circonstance extérieure aux parties et imprévisible dans sa nature ou dans son ampleur à la date de remise des offres (initiales ou, en cas de négociation, finales). Cette circonstance doit impacter et/ou modifier de manière significative les conditions d'exécution du marché.

Modalités générales de mise en œuvre : échanges entre les parties sur la base de justificatifs probants

Le titulaire devra prévenir sans délai l'acheteur, lui détailler sa demande de modification du contrat et lui transmettre obligatoirement tout justificatif à l'appui de sa demande démontrant la réalité de la situation. L'acheteur pourra solliciter toutes pièces complémentaires utiles. Le cas échéant, le titulaire est tenu de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre à l'acheteur d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

Les parties examinent et évaluent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance. Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte lors de la révision des prix du marché.

Etendue de la modification et limites

La modification du contrat sur la base de la présente clause de réexamen ne peut changer la nature globale du marché.

La modification envisagée doit être nécessaire et proportionnée dans son principe, dans son montant et dans son contenu comme dans sa durée pour faire face à la circonstance imprévisible. Les modifications apportées au contrat doivent être directement imputables aux circonstances imprévisibles et ne peuvent excéder ce qui est nécessaire pour y répondre.

Ces modifications n'ont pas pour objet et ne peuvent avoir pour effet d'assurer au titulaire la couverture des risques dont il a tenu compte ou aurait dû tenir compte dans ses prévisions initiales et qu'il doit en conséquence supporter. Par suite, la modification du contrat sur le fondement de ces dispositions n'est possible que si l'augmentation des dépenses exposées par le titulaire ou la diminution de ses recettes imputables à ces circonstances nouvelles ont dépassé les limites ayant pu raisonnablement être envisagées par les parties lors de la passation du contrat.

Le titulaire devra obligatoirement prendre à sa charge une partie du surcoût engendré par la circonstance.

Nature des modifications envisageables et conditions spécifiques de mise en œuvre

↳ En cas d'incapacité du titulaire de respecter le délai d'exécution contractuel, notamment en raison de difficultés temporaires d'approvisionnement :

- le maître d'œuvre peut accepter de substituer définitivement un produit ou matériau dans les conditions prévues à l'article 23 du CCAG-Travaux

Le titulaire proposera un produit équivalent en joignant la fiche technique et, sur demande de l'acheteur, un échantillon.

- L'acheteur peut suspendre le délai d'exécution des prestations selon les modalités fixées à l'article 53.3 du CCAG-Travaux, via un ordre de service prononçant la suspension des prestations et précisant, le cas échéant, le maintien d'une partie des obligations contractuelles ; puis, ordre de service de reprise
- L'acheteur peut prolonger le délai d'exécution par ordre de service selon les dispositions de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

↳ En cas de bouleversement de l'économie du marché :

Le titulaire devra joindre à l'appui de sa demande l'ensemble des justificatifs nécessaires (décomposition des prix, date et montant d'achats, etc.).

- L'acheteur peut accepter de modifier temporairement (fixation d'une période ou d'une échéance) les prix unitaires ou certains prix unitaires du marché par ordre de service ; cette modification temporaire des prix unitaires pourra notamment être adoptée dans l'attente de la préparation et de la relance d'une mise en concurrence.
- Les parties peuvent modifier le montant forfaitaire du marché, par avenant
- Les parties peuvent introduire/modifier la clause de variation de prix par avenant (choix entre ajustement et formule, fréquence, indice, part fixe/variable, clause de sauvegarde, clause butoir,

etc.) précisant la durée ou période et les modalités de retour aux clauses contractuelles initiales en cas de rétablissement de la situation le cas échéant

↳ Dans le cadre d'évènements particuliers localisés ou non, comme des attentats, des catastrophes naturelles ou industrielles, des pandémies ou épidémies, il peut être exigé du titulaire l'application de mesures transitoires de prévention et de sécurité ou encore la mise en place de protocole spécifique : l'acheteur transmet par ordre de service les consignes particulières à appliquer et leur durée d'application au titulaire qui ne peut pas les refuser. Ces mesures font l'objet d'une modification du contrat dans les conditions fixées à l'article 13 du CCAG-travaux.

Dispositions particulières

Les prix nouveaux qui seraient intégrés par avenant ou OS seront révisés selon les mêmes modalités que les prix initiaux sauf indication contraire dans le document fixant le prix nouveau.

Afin de satisfaire son besoin et garantir la continuité du service public, l'acheteur pourra passer commande auprès d'un tiers en cas de hausse de prix significative et/ou impossibilité de respecter le délai d'exécution, sans mise en œuvre de la procédure aux frais et risques du titulaire.

En cas de rétablissement de la situation économique stable et pérenne, les parties pourront mettre fin aux modifications contractuelles en respectant le parallélisme des formes. Les clauses prévues initialement au contrat s'appliqueront de nouveau à la date précisée dans l'acte matérialisant ce retour aux conditions normales du marché.

Lors de la mise en œuvre de la clause de réexamen les parties peuvent convenir de se rencontrer à la fin du contrat pour déterminer le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement constatés à l'issue du contrat. Un remboursement par le titulaire des surplus de compensation consentie par l'acheteur pourra être envisagé.

En cas d'achoppement dans la mise en œuvre de la présente clause de réexamen, la résiliation du contrat pour événements extérieurs aux parties pourra être prononcée par l'acheteur sans indemnité, mais avec remboursement sur justificatifs probants, de 75% des frais déjà engagés par le titulaire pour réaliser les prestations du contrat.

19 Règlement des litiges et langues

Le maître d'ouvrage et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Nantes est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

20 Dérogations au CCAG

Articles du CCAP	Dérogations aux articles du CCAG - Travaux
2	4.1
5.1	3.1.2
5.3	18.2.1
6.2	9.4.2
7	42.5
10.1.2	12.3.4 – 12.4.4 alinéa 2
10.5	10.7.2

11.6	3.8.1 et 3.8.3
11.7.3	40.1
12.1.1	41.1.3
13	44.2
14.1	19.2 – 19.3
15	8.1.3
16.1	50.4 – 51.2.3